

Questions orales

L'hon. Bob Kaplan (solliciteur général): Madame le Président, le député nous accuse à tort d'avoir cherché à dissimuler des faits. Nous sommes en train de vérifier les faits, une enquête est en cours, et je vais répéter ce que j'ai dit hier au député; je suis tout disposé d'ici quelques jours, dès que nous aurions éclairci la situation, à faire une déclaration complète sur les circonstances de l'incident de Dorchester. J'ai dit hier que je le ferai et je n'ai pas changé d'avis. Mais je tiens à dire au député que nous n'avons pas dissimulé les faits. Au contraire, nous nous efforçons actuellement de réunir autant d'informations que possible avant de faire cette déclaration.

M. Lawrence: Si le solliciteur général nous dit que le gouvernement n'a pas cherché à dissimuler les faits—et je suis convaincu que certains représentants d'organismes provinciaux et des personnes chargées de l'administration de la justice au Nouveau-Brunswick ne seront pas d'accord avec ce qu'il vient de dire—puis-je lui demander quand il a entendu parler de ces allégations? S'il les connaissait auparavant et qu'il n'en a pas informé la Chambre, il a commis une grave erreur envers celle-ci. D'autre part, s'il n'était pas au courant du tout, c'est la preuve que ses propres fonctionnaires ne l'en ont pas informé comme ils l'auraient dû. Qu'en est-il, le savait-il ou non?

M. Kaplan: J'ai lu tous les articles qui ont paru à ce sujet et j'ai reçu des rapports de plus d'une demi-douzaine de personnes qui se trouvaient sur place. Il y a de nombreuses contradictions, ce qui est tout à fait normal, entre les premières et les deuxième impressions que peuvent produire des événements qui se déroulent dans l'excitation et l'émotion. Je n'ai rien essayé de cacher et je n'ai pas fait de déclaration sur ces événements jusqu'ici. Je tiens auparavant à réunir tous les renseignements possibles et à connaître la vérité à ce sujet. Comme je l'ai dit hier, j'ai l'intention de communiquer tous ces renseignements à la Chambre dès que possible, si elle le désire, ou de faire une déclaration ici-même sur ce qu'en mon âme et conscience, je considère comme les vraies circonstances de l'incident.

Des voix: Bravo!

* * *

LE BUDGET

LA DATE DE PRÉSENTATION

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Je lui rappelle qu'il nous a promis, le 6 novembre, de nous présenter le budget au cours des deux dernières semaines d'octobre; il s'agissait d'une promesse bien précise. Dans le *Globe and Mail* de ce matin, M. Carruthers, journaliste généralement bien renseigné, laisse entendre que le budget ne sera pas présenté avant le 3 novembre à cause de la grève des

commis. Ce sont peut-être les commis qui rédigent le budget du ministre, je l'ignore. En tout cas, on parle maintenant de ne pas présenter de budget avant novembre. Je voudrais rappeler au ministre qu'il occupe son poste depuis sept mois et demi, un mois de plus que je n'occupais le mien lorsque j'ai présenté mon budget qui a connu un si triste sort, mais dont je suis toujours fier bien qu'il ait causé notre chute. J'espère que le ministre va suivre mes traces et se casser la figure dans deux semaines.

Pourrait-il nous dire à quelle date il présentera son budget et, s'il ne peut pas, va-t-il nous promettre de le présenter en octobre afin de ne pas manquer à sa promesse dès le début de la session?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, je ne peux absolument pas confirmer les rumeurs publiées dans le *Globe and Mail*. J'ai été surpris d'apprendre que nous avions décidé de présenter le budget en novembre à la suite de la grève des commis. J'ai dit au député que j'indiquerais sans doute cette semaine à la Chambre la date précise à laquelle nous présenterons le budget. J'essaierai de le faire après avoir consulté mes collègues demain. Je n'épargnerai aucun effort pour présenter le budget en octobre comme j'en avais parlé. Si mes plans devaient être modifiés, la Chambre serait la première à en être informée, pas le *Globe and Mail*.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Madame le Président, au cours de la dernière déplorable campagne électorale, le premier ministre a déclaré que le gouvernement allait réduire le déficit et que l'accroissement des dépenses gouvernementales serait inférieur à la progression du PNB. Or, les chiffres publiés aujourd'hui indiquent que le déficit pour les cinq premiers mois de l'année s'élève à 6,900 millions soit 12 p. 100 de plus que l'an dernier, et que les dépenses gouvernementales ont augmenté de 17 p. 100 au cours de la même période pour s'établir à 22,580 millions. Vendredi dernier, le ministre a dit qu'il allait tenir, dans son budget, les promesses électorales du premier ministre. Comment entend-il s'y prendre pour réduire le déficit et maintenir les dépenses à un taux de croissance nul, car le PNB est négatif cette année, je dis bien négatif? Comment va-t-il réaliser ces promesses et ne sont-elles pas les premières de nombreuses promesses qui ne seront jamais tenues?

M. MacEachen: Madame le Président, le député parle de l'accroissement des dépenses et donc de l'augmentation du déficit qui découle de son propre budget où il avait prévu un taux de croissance de 10 p. 100. Je prétends, madame le Président, que si le député était encore ministre, il aurait à faire face à la même hausse de dépenses...

Des voix: Ce n'est pas vrai.